

# LE 13 JANVIER, UN MOUVEMENT DE FOND CONTRE LA POLITIQUE MACRON, CASTEX, BLANQUER DE DESTRUCTION ET DE MÉPRIS POUR L'ÉCOLE ET SES PERSONNELS !

Et le ministre Blanquer et le gouvernement poursuivent et programment de nouvelles suppressions de postes. Rappelons les 1 800 postes supprimés en 2021 et les 440 postes supprimés en 2022 ! Mais aussi les plus de 7 500 postes supprimés depuis 2017... Face aux 3 300 contractuels pour 6 mois et 1500 AED, le moins que l'on puisse dire, c'est que cela ne fait pas le poids à la suite de ce mouvement de grève et de manifestations, qualifié par la presse, d'historique.

Comme depuis deux ans, ils créent des postes de contractuels de courte durée, jusqu'à la fin de l'année. Ce n'est pas ce que les personnels veulent face à des centaines de postes supprimés chaque année. Ce n'est pas ce que veulent les professeurs avec 35 élèves par classe dans les lycées, par exemple. Ce n'est pas ce que veulent les personnels qui pour plein de raisons peuvent être absents et ne sont pas remplacés pendant les quinze premiers jours.

## QUI VA VENIR TRAVAILLER DANS CES CONDITIONS DANS LES COLLÈGES ET LES LYCÉES AVEC NOS SALAIRES ?

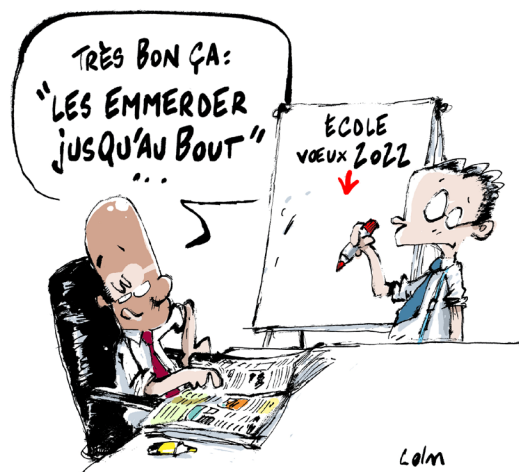
Face à plus de 21% de perte de pouvoir d'achat, plus de 600 € perdus par mois pour un certifié au 11<sup>ème</sup> échelon avec le blocage du point d'indice depuis 22 ans... aucune réponse de J-M Blanquer ! Et pourtant, les pix n'ont pas fini de monter. L'Insee estime que la seule hausse des dépenses d'énergie (gaz, fioul, électricité, carburant) représente un peu plus de 64 euros par mois en 2021 en moyenne et le pouvoir d'achat des ménages baisserait encore de 1% début 2022.

## MAIS CE N'EST PAS TOUT : DANS LE VISEUR, LE TEMPS DE TRAVAIL DES PROFESSEURS !

C'est sans complexes que le Président de la République a annoncé dans la presse : « *le temps de l'enseignement en France n'est pas satisfaisant par rapport au nombre d'enseignants embauchés. Comme la Cour des Comptes dans son rapport publié en décembre, selon lequel l'argent investi dans l'Éducation nationale – le premier budget de l'État – "ne produit pas les effets escomptés en termes de performance éducative"* » car le temps de travail a baissé. Pour E. Macron, l'Éducation nationale est trop « *trop rigide* », il faut « *donner la liberté à certaines écoles de bâtir leur propre projet pédagogique selon leur territoire.* » C'est le sens de l'expérimentation lancée à Marseille, où des directeurs d'école vont être autorisés à recruter leurs collègues enseignants, sur la base d'un projet pédagogique novateur.

## ET LES ÉPREUVES DU BACCALURÉAT DANS TOUT CELA ?

Le 13 janvier, c'est aussi un mouvement de fond contre les réformes Blanquer du lycée et du baccalauréat : les enseignants



demandent le retour aux épreuves terminales, nationales et anonymes. Les épreuves d'enseignement de spécialités doivent être reportées à la fin de l'année. Les élèves ne sont pas prêts, les enseignants ne peuvent les préparer correctement car il manque la moitié des effectifs, les élèves ont perdu trop d'heures de cours. Les enseignants refusent d'envoyer leurs élèves au casse pipe.

« *Le ministre regarde pour l'instant* ». Mais l'intersyndicale SNES, FNEC FP-FO, SUD, CGT et SNALC a lancé une pétition pour le rétablissement du baccalauréat national en juin 2022, avec ses épreuves nationales, terminales, ponctuelles et anonymes - disponible sur le site du SNFOLC.

## POUR SUIVRE LA MOBILISATION, CONSTRUIRE LE RAPPORT DE FORCE !

Un seul mot d'ordre : on poursuit ! La question de la grève et de la manifestation nationale au ministère n'est-elle pas posée comme le propose la FNEC FP-FO ?

Dans ces conditions, le SNFOLC et la FNEC FP-FO appellent plus que jamais les personnels à se réunir et à lister leurs revendications. Elles soutiennent toutes les initiatives décidées par les AG. Elles appellent à préparer une journée de grève interprofessionnelle massive jeudi 27 janvier, pour les salaires, pour les postes à l'École et dans tous les services publics, aux côtés des salariés du privé, et des autres agents de la Fonction publique également victimes des mesures gouvernementales.